

**nonfiction.fr, 1er octobre 2007**

**Les dérives d'un monde culturel autocentré critiquées par J.-C. Wallach, par Pierre Lungheretti**

Jean-Claude Wallach, consultant culturel, a publié au premier semestre 2006, un petit essai courageux, pragmatique et stimulant consacré aux « limites de la démocratisation culturelle », nourri par une connaissance fine des réalités culturelles de l'ensemble du territoire. Il tente d'analyser les origines de cette impasse française et suggère des pistes de réforme. Il considère que la politique culturelle française n'est plus « en adéquation avec les mutations de la société française et les enjeux qu'elle génère ». Un héritage de l'Ancien Régime – le mécénat royal – et la conception révolutionnaire du rôle de l'artiste comme avant-garde politique ont poussé les gouvernements successifs, de droite et de gauche, à privilégier la place des artistes dans le système culturel, au détriment d'une action approfondie sur l'accès des populations à une offre en constant accroissement. Cette autonomisation excessive de l'acte créateur aurait conduit à négliger les conditions de réception des œuvres par les populations. Dérive que l'auteur qualifie d'« artisme ». Les politiques conduites par l'Etat depuis le début des années 1960 ont plus été des politiques de l'art que des politiques culturelles, et « l'instrument prend le pas sur le projet dont il est issu. » Sévère avec un monde culturel qu'il juge autocentré et attaché à ses prérogatives symboliques et matérielles, Wallach loue les vertus de la décentralisation qui seule permet une réelle synergie entre politiques sectorielles -contrairement à l'action de l'Etat, trop rigidifiée par un cloisonnement entre administrations -ainsi qu'une prise en compte des potentiels des territoires en s'affranchissant des modèles et des normes. Il suggère une redéfinition des stratégies mises en œuvre par les institutions culturelles, dans leurs objectifs et modalités d'action, qu'il souhaite plus centrée sur la réalité sociale des populations à qui elles s'adressent, pour leur offrir « l'opportunité et l'accompagnement ». Jean-Claude Wallach s'est trouvé avant l'été au cœur d'une polémique qui a secoué le microcosme du spectacle. Nommé en janvier 2007 délégué national du Syndicat des Entreprises Culturelles et Artistiques (SYNDEAC) par le Président de ce même syndicat, il a été contraint de démissionner en juin dernier suite à une pétition d'une partie des adhérents du syndicat – la plupart représentant les institutions les plus importantes -violemment hostiles à ses positions, qualifiées d'idéologiques et jetant une "suspicion" sur leur travail . Nous retrouvons ici une nouvelle forme de l'hostilité qui a valu à Catherine Trautmann sa disgrâce auprès des grands barons du spectacle vivant après sa publication de la « Charte des missions de service public » qui rappelait aux responsables d'institutions leurs responsabilités en matière artistique mais également en matière « sociale et territoriale ».